

Construire un projet culturel inclusif à Molenbeek

ENTRETIEN AVEC ABDELFATTAH TOUZRI

Propos recueillis par Aurélien Berthier

Abdelfattah Touzri est sociologue et ancien travailleur social à Molenbeek, commune qu'il a étudiée à travers sa thèse qui questionnait l'adéquation entre politiques urbaines et besoins locaux. Aujourd'hui chercheur au sein de l'Université Ouverte de Charleroi, il revient sur la situation à Molenbeek, sur les manques des politiques menées, sur les stratégies de ses habitants à la recherche d'autonomie, et pointe la nécessité d'y développer un projet culturel inclusif pour pallier un sentiment de privation.

L'occasion d'apporter des éléments de réponse à la question : comment l'action (socio)culturelle agit-elle à Molenbeek ? Comment peut-elle participer à la confection d'un projet culturel inclusif dans un territoire traversé par une précarité multiple, où le fait religieux est très présent et où il faut parfois faire face à une idéologie djihadiste ? Quelles dynamiques urbaines, culturelles, historiques ou sociales travaillent le territoire ?

VOUS AVEZ MENE UNE RECHERCHE DE TERRAIN A MOLENBEEK, DE 2004 A 2007. QUELLES ETAIENT VOS PRINCIPALES CONCLUSIONS SUR CE TERRITOIRE ET SES HABITANTS A L'EPOQUE ?

J'ai pu constater plusieurs dynamiques à l'œuvre. D'abord une dynamique d'*autonomie* de la part des minorités issues de l'immigration qui se manifeste à travers des pratiques de recherche de survie et d'appropriation du territoire. Elle se manifeste également à travers la construction d'une identité particulière, travaillée par le sentiment d'abandon et d'exclusion, et qui se forge dans un contexte dégradé sur le plan socioéconomique. Cette régulation autonome est révélatrice d'un sujet en gestation, de l'acteur qui cherche à renforcer sa capacité d'action pour construire son territoire et s'offrir une meilleure condition d'existence. Elle est tout simplement une forme de résilience citoyenne et communautaire.

D'un autre côté, on a ce qu'on a appelé une tentative de *régulation conjointe* menée notamment par l'ancien Bourgmestre Philippe Moureaux. C'est-à-dire qu'il y avait un dialogue de proximité permanent entre les acteurs politiques locaux et les acteurs identitaires [*religieux ndlr*] qui, à mon sens, permettait de rapprocher les politiques et les citoyens et permettait aussi de tendre vers une sorte de paix sociale. Il est vrai qu'il s'agissait d'une paix précaire, mais cela permettait en tout cas d'atténuer la gravité de la rupture entre acteurs populaires -les minorités issues de l'immigration notamment- et acteurs politiques.

L'action politique que j'ai pu observer en est malheureusement restée à une dimension palliative. Elle ne répondait pas aux besoins réels d'inclusion sociale pour la population issue de l'immigration car elle ne portait pas un projet culturel. Elle n'était pas inclusive sur le plan culturel. Elle n'était d'ailleurs pas non plus inclusive sur le plan socioéconomique : les indicateurs socioéconomiques sur tout le croissant pauvre de Bruxelles, en particulier Molenbeek, montrent qu'elle n'a pas permis d'améliorer la situation de manière sensible. On n'a pas été jusqu'au bout dans la politique de développement socioéconomique de ces quartiers en déclin.

C'ETAIT VOS CONCLUSIONS A CETTE EPOQUE, EST-CE QUE LES CHOSES ONT EVOLUE DEPUIS ?

Malheureusement, les évolutions restent relatives et insuffisantes. Ce qu'on a pu constater comme évolution, c'est que les effets de la politique de *régulation conjointe* menée à l'échelle locale se sont avérés très fragiles et temporaires. Ainsi, les rapports entre minorités et politiques, entre minorités et espace politique de manière générale, ont été fragilisés avec le changement de majorité politique [*octobre 2012 ndlr*]. Aujourd'hui, le risque de fracture entre politiques et minorités est plus que jamais présent. Mais globalement, si les évolutions sur le plan socioéconomique restent très lentes, les dynamiques sociales observées dans cette commune, les inégalités, les risques de radicalisation qui se sont accrus d'une manière surprenante, connaissent des évolutions qui nous interpellent. En même temps, la capacité de résilience de cette population ne cesse de s'accroître.

SELON VOUS, IL N'Y A PAS EU UN REEL PROJET CULTUREL INCLUSIF DANS LES POLITIQUES MENEES CES DERNIERES DECENNIES. QU'EST-CE QU'ON POURRAIT FAIRE A CE NIVEAU ?

La politique de cohésion sociale qui a été menée repose sur un postulat de départ qui réduit les jeunes des populations précarisées à la posture de *consommateur* culturel et non de *producteur* culturel. On a pris en considération uniquement l'aspect relatif à la privation matérielle en matière d'accès à la culture, mais pas assez la dimension de production, de coproduction et d'appropriation de l'espace culturel. Nous n'avons pas été suffisamment attentifs à la nécessité de promouvoir les différentes formes d'expressions culturelles. Cela constitue la faiblesse des politiques qui ont été mises en œuvre.

Même si on peut malgré tout noter la mise en œuvre d'une expérience toute particulière sur Molenbeek, celle de la Maison des cultures et de la cohésion sociale, globalement, la politique menée n'a pas permis de rayonner ni d'ouvrir des opportunités de production et de participation culturelle plus forte pour cette population. Cette réflexion sur l'opportunité d'élaborer un véritable projet culturel n'a pas été suffisamment travaillée. Les travailleurs sociaux n'étaient ni accompagnés ni soutenus pour coproduire ce grand projet culturel avec les jeunes.

Il faut donc en arriver à prendre en considération cette dimension culturelle dans le cadre du processus d'élaboration et de mise en œuvre des projets de cohésion sociale. Un projet culturel ne peut se réduire non plus à sa dimension d'accès à la culture ou de consommation culturelle, d'occupation du temps libre et de création

d'espaces de loisir. Il faut se doter d'un projet visant à faire émerger la figure de l'acteur culturel et à considérer l'acteur populaire et les minorités comme acteurs culturels à part entière à Molenbeek.

CE SERAIT PAR EXEMPLE LE ROLE D'ORGANISATIONS D'EDUCATION PERMANENTE ?

Effectivement. Et c'est d'ailleurs ce qui manque. On observe l'absence d'une action s'inspirant des principes de l'éducation permanente pour pouvoir, justement, se positionner en tant qu'individu dans le cadre d'une action collective et dans un contexte culturel donné. Il y a peut-être là une certaine part de responsabilité de ces acteurs dans la situation actuelle, acteurs qui ont, en quelque sorte, déserté les quartiers historiques de Molenbeek puisque les grands et anciens mouvements d'éducation permanente y sont malheureusement peu présents.

CONCERNANT LES POLITIQUES DE RENOVATION URBAINE, VOUS DITES QUE « LE TERRITOIRE N'EST PAS UNE COQUILLE VIDE »...

Les politiques de rénovation urbaine ont mis l'accent sur le bâti donc sur ce qui est visible, sur l'espace physique. Or, l'espace, c'est aussi un espace de sociabilité, un espace culturel, un espace de rapports sociaux, un espace d'inclusion : c'est la place qu'on occupe dans la société. On a mis l'accent sur l'amélioration de l'infrastructure, sur l'embellissement des quartiers et l'amélioration de l'état du bâti, mais on a oublié qu'il y avait des hommes, des femmes et des jeunes qui y habitaient. Ce sont les oubliés de ces politiques qui n'ont pas eu accès à l'ascenseur social. De manière générale, cette politique n'a pas permis l'accès à une meilleure dignité. C'est peut-être aussi un facteur exacerbant ce sentiment de privation et d'exclusion sociale. Toutefois, il est vrai que ces quartiers ont été réhabilités sur le plan urbanistique, ce qui n'est pas négligeable.

VOUS EVOQUEZ L'IDEE D'UNE DYNAMIQUE GENERATIONNELLE A MOLENBEEK, QU'EST-CE QUE CELA RECOUVRE ?

Cela renvoie à toute une génération d'individus, relativement jeunes, qui partagent aujourd'hui, dans des cercles de proximité, une expérience de privation, de bannissement ou des sentiments subjectifs d'exclusion. Les membres de cette génération ont vécu ce sentiment d'être en marge de la société et d'être les « mal-aimés » de notre époque. D'une génération d'immigrés ayant subi, de manière discrète, des conditions socioéconomiques défavorables, à une génération nouvelle en quête de reconnaissance en déployant ses capacités de résilience et de débrouillardise, les stratégies évoluent, mais les conditions socioéconomiques restent comparables. Tout cela travaille l'identité collective qui se construit dans le sentiment de stigmatisation et de marginalisation.

VOUS TRAVAILLEZ A CHARLEROI, UNE COMMUNE QUI EST AUSSI MARQUEE

PAR DES STIGMATES. EST-CE QU'IL Y A DES PARALLELES A EFFECTUER ENTRE CES DEUX TERRITOIRES ET LA MANIERE DONT ILS SONT PRESENTES DANS LES MEDIAS ?

Ces deux territoires partagent la même réalité en termes d'exclusion socioéconomique et de réalité sociodémographique. Ils sont marqués par la présence d'une population majoritairement issue de l'immigration qui a vécu l'expérience de privation, d'exclusion, de faibles opportunités d'accès à l'emploi et peut-être aussi de problèmes en matière de scolarité, de décrochage scolaire... Effectivement, en termes d'indicateurs socioéconomiques, ce sont des territoires qui partagent la même réalité. Ils sont confrontés aux mêmes problèmes et se trouvent ainsi confrontés à la même vision stigmatisante véhiculée par les médias. Cela montre bien la nécessité d'analyser les tensions observées dans les quartiers populaires non pas à travers les déterminants culturels, c'est-à-dire l'identité particulière de chacun, mais surtout à la lumière des conditions socioéconomiques. Sans cela, on ne pourra pas comprendre la gravité de ce qui se passe. Il est nécessaire de porter attention à cette dimension inclusive pour permettre à chacun de trouver sa place dans la société et de lui permettre l'accès à la dignité.

EST-CE QU'IL Y A QUELQUE CHOSE QUI REND MOLENBEEK SPECIFIQUE ?

La spécificité molenbeekoise, réside dans cette dynamique générationnelle qui est peut-être moins accentuée à Charleroi. C'est toute une génération qui a subi les conséquences des décennies précédentes en termes de gestion de politiques publiques, qui nous renvoie surtout à l'expérience partagée entre ces jeunes ayant vécu le même parcours d'exclusion et la même réalité socioéconomique. Et de surcroît, ils se trouvent dans un contexte d'accroissement des inégalités dans une ville qui, et de manière paradoxale, offre de grandes opportunités en termes d'emplois. Il faut noter que Bruxelles est le plus grand bassin d'emplois en Belgique, avec une économie qui met l'accent sur la recherche d'une haute valeur ajoutée.

Cet écart entre besoins et demandes de ces jeunes d'une part, et réalités socioéconomiques bruxelloises d'autre part, montre qu'on n'est pas dans un contexte d'égalités des chances permettant à tout un chacun d'accéder de manière égale aux mêmes opportunités. Cette réalité contrastée exacerbe le sentiment de privation et la construction de cette identité négative. Ce sentiment de privation se travaille dans des réseaux de proximité entre jeunes de mêmes réseaux sociaux, de mêmes quartiers. Le processus de radicalité a d'ailleurs été travaillé à chaque fois dans des réseaux de proximité, dans des groupes de jeunes qui ont toujours connu la même réalité. À Charleroi, le contraste social y est vécu de manière moins accentuée. En outre, les mécanismes de contrôle social de proximité semblent bien fonctionner et n'ont pas été démantelés. Ainsi, les « communautés » semblent jouer un rôle important à cet égard.

QUAND ON PARLE DE « DIVERSITE » A MOLENBEEK, ON PENSE SOUVENT UNIQUEMENT A LA COMMUNAUTE D'ORIGINE MAROCAINE ALORS QU'IL Y A DE NOMBREUSES COMMUNAUTES RESIDANT A MOLENBEEK. POURQUOI ?

D'abord, il ne faut pas nier la forte présence d'une minorité d'origine marocaine sur le territoire de Molenbeek qui est forte d'une plus grande visibilité par rapport aux autres minorités. Mais, effectivement, ces quartiers historiques sont souvent réduits à cette minorité marocaine. Cela s'explique probablement par les rapports qu'elle a entretenus par le passé, au travers de certains de ses acteurs identitaires (notamment les institutions religieuses, les mosquées), avec les acteurs politiques. C'est d'ailleurs l'un des reproches qui ont été formulés à l'égard de la majorité précédente dans la presse soulignant leur part de responsabilité. Cela s'explique également par la capacité d'action des élites locales d'origine marocaine engagées sur les champs politique et civique qui ont contribué à accentuer cette visibilité.

De plus, les médias réduisent également le territoire molenbeekois à cette minorité parce qu'ils sont à la recherche d'informations précises portant sur le facteur religieux dans son rapport à l'espace public et à l'actualité traumatisante et violente de nos jours. Ils s'accommodent ainsi avec une approche culturaliste pour expliquer les problèmes qui se posent aujourd'hui. On réduit notamment le problème du radicalisme à sa dimension culturaliste et religieuse, or, il est beaucoup plus complexe. De manière intentionnelle ou non, les médias offrent ainsi une vision réductrice et simpliste qui associe phénomènes de violence et de terrorisme à une culture particulière, à une identité particulière, à une religion particulière. Ce réductionnisme qui travaille notre manière de réfléchir le problème du radicalisme conduit inéluctablement à une focalisation excessive sur ce territoire, en le réduisant à cette identité visible.

On élimine au passage tout ce qui est secondaire ; on occulte les multiples lieux de brassage culturel et la rencontre qui s'opère entre différentes identités. Ces quartiers sont par excellence des lieux de diversité, plus qu'on ne l'imagine. Les médias n'y prêtent tout simplement pas attention. On réduit le territoire à ses minorités visibles en mettant en avant les tensions identitaires qui en découlent.

LES MEDIAS PARLENT BEAUCOUP DU CONCEPT DE « REPLI COMMUNAUTAIRE » CONCERNANT MOLENBEEK. QU'EN PENSEZ-VOUS ?

On oublie souvent que l'identité, la construction de l'identité particulière, peut aussi être un levier pour une meilleure intégration dans une société plus large et pluraliste. C'est le cas dans le modèle anglo-saxon, où l'échelle identitaire particulière peut être une étape préalable à une plus large intégration dans une société plurielle.

Le problème en Belgique, c'est que notre modèle de société est déjà construit sur la reconnaissance de cette diversité culturelle et une conception pluraliste des communautés. On a la communauté flamande, wallonne, germanophone, voire des communautés européennes aujourd'hui dans certains quartiers bruxellois, qui montrent l'émergence de plusieurs identités particulières. Parler de repli communautaire dans ce cas, en désignant *une seule* communauté, laisse apparaître un certain déséquilibre.

Et puis, on oublie que le repli dont on parle ici n'est pas avéré. En réalité, nous observons une véritable quête de mobilité sociale, culturelle et géographique auprès de cette population. Contrairement aux idées reçues, nos observations mettent en

évidence la revendication d'une meilleure intégration et l'inclusion sociale. À travers les pratiques économiques de survie, à travers les initiatives associatives qui foisonnent, à travers toutes les initiatives citoyennes que l'on voit naître dans ces quartiers, on constate non pas une stratégie de repli, mais plutôt une quête intense d'ouverture ! Ces jeunes, les associations qui les accompagnent et l'ensemble des acteurs de ces quartiers cherchent plutôt une meilleure intégration. Ils veulent aller à la rencontre de l'autre et à être acceptés par les autres. Ils sont dans des démarches de quête de reconnaissance, dans une démarche d'ouverture, au sein d'un paysage de pluralisme identitaire et culturel.

En outre, il faudrait nous interroger sur notre degré d'ouverture et de tolérance à l'égard de ce particularisme. Il faudrait questionner les différentes formes d'hostilité qui s'expriment parfois publiquement à l'égard de ces minorités en alimentant ainsi les tentations de repli. Dès lors, le repli peut être considéré comme le résultat des pratiques d'exclusion et de refoulement qui visent ces minorités.

EST-CE QUE CELA FAIT PARTIE DE CE QUE VOUS AVEZ APPELE LES « STRATEGIES D'AUTONOMIE » D'ALLER VERS L'EXTERIEUR, DE NE PAS SE CANTONNER AUX TERRITOIRES ADMINISTRATIFS DE MOLENBEEK ?

La stratégie d'autonomie, ne désigne pas une stratégie de rupture par rapport aux autres, mais d'abord, elle vise à se donner les moyens de survie, les moyens pour accéder à des conditions socioéconomiques meilleures, les moyens de s'appropriier les territoires, les moyens d'aller vers les autres, en se construisant soi-même à travers la rencontre avec autrui, en mobilisant ses propres ressources. C'est une dynamique dialectique. Ce n'est pas une autonomie qui vise à créer des frontières, mais c'est une autonomie qui se construit dans une démarche d'actualisation de soi et de co-construction. Dès lors, la mobilité géographique des minorités -pour ne pas se cantonner dans les quartiers populaires- est à la fois la traduction de cette quête d'autonomie et du désir de rencontrer l'autre, mais avec une identité assumée.

CONCERNANT LA RECHERCHE D'AUTONOMIE, VOUS EVOQUEZ « L'ECONOMIE POPULAIRE » C'EST-A-DIRE L'IDEE QU'IL FAUT, FAUTE D'AIDE DES POUVOIRS PUBLICS, SE DEBROUILLER PAR SOI-MEME POUR ASSURER SA SURVIE. POUVEZ-VOUS NOUS EN DIRE PLUS SUR CET ART DE LA DEBROUILLE QUI SE DEVELOPPE DANS LES QUARTIERS POPULAIRES DE MOLENBEEK ?

Comme les politiques publiques n'offrent pas suffisamment d'opportunité d'accès à de meilleures conditions socioéconomiques, les gens mobilisent leurs propres savoirs, leur propre expertise et leur propre réseau. Cette économie populaire montre la capacité de ces populations de mobiliser leurs identités et leurs ressources propres pour développer des stratégies de survie : les ressources territoriales, le réseau de solidarité, de proximité et de sociabilité dont ils disposent. On observe cette économie populaire à Bruxelles à travers notamment tout le commerce d'articles spécifiques qui répondent à un besoin particulier des Bruxellois, non seulement celui de populations démunies, mais aussi, dans une logique « d'exotisme », celui de l'ensemble des Bruxellois. Par exemple, la vente de produits alimentaires et de pâtisseries qui s'adresse à la fois à la communauté qui consomme

ces biens particuliers et à l'ensemble des Bruxellois désireux de découvrir d'autres spécialités culinaires. Ces minorités montrent que l'on peut valoriser un savoir, un produit culturel ou un produit de consommation qui mobilisent les savoirs d'ailleurs pour aller vers les autres. C'est une sorte de commerce exotique qui répond à la diversité culturelle des Bruxellois.

Ça me permet, au passage, de revenir sur la faiblesse de l'argument de repli, parce que le repli est surtout ici une stratégie qui permettrait de retrouver les moyens de survie, de mobiliser des appuis et des ressources de réciprocité, des ressources de solidarité dans sa sphère sociale. C'est ce qu'on appelle « le capital social » dans la littérature scientifique. Les rapports de proximité et les réseaux sociaux peuvent permettre d'accéder à une meilleure condition de vie ou de survie. Cette stratégie de survie répond à un besoin d'accéder à des conditions de dignité en mobilisant ses propres ressources, ses propres savoirs, sa propre expertise et son réseau de sociabilité pour justement s'intégrer en activant le levier socioéconomique.

ET EST-CE QU'UNE ACTION CULTURELLE POURRAIT S'APPUYER SUR CETTE EXPERTISE-LA ?

Tout à fait. L'action culturelle doit mobiliser les ressources propres des gens. C'est d'ailleurs la faiblesse de ce qui a été mené jusqu'ici. Cette faiblesse réside dans le fait de ne pas reconnaître cette minorité comme producteur, mais comme simple consommateur de culture. On pourrait s'appuyer sur les ressources culturelles, sur les ressources territoriales, sur les expertises et les récits collectifs pour construire quelque chose de commun. Il s'agirait donc de ne pas uniquement penser la population et les minorités comme consommateurs, voire comme un fardeau, mais bien comme des gens qui disposent de ressources, de savoirs et d'une capacité d'inventer et d'innover. Et de leur reconnaître ce désir et cette volonté d'apporter quelque chose à cette société, à ce bien collectif. On arrivera ainsi à répondre à leurs besoins particuliers et à leur offrir plus d'opportunités pour une meilleure inclusion sociale.

CONCLUSION : Les problématiques de cette entretiens dépasse largement ceux de la seule commune de Molenbeek, commune la plus stigmatisée de Belgique (et du monde ?). La prendre comme exemple nous permet de réfléchir notre rapport aux quartiers populaires, au fait religieux, aux processus trans- et multi- culturels ou à l'immigration. D'examiner le rôle de la culture dans l'inclusion, l'expression, l'émancipation de tous. Mais aussi d'interroger nos pratiques et stratégies de terrain, nous acteurs culturels et sociaux, pour rendre les individus plus autonomes, épanouis et critiques. Renvoyé à nos propres manquements, à une certaine absence sur le terrain des quartiers les plus populaires, auprès des jeunes de quartiers des dernières vagues d'immigration d'une part et un certain manque de développement de réels outils d'émancipation, d'interrogation de notre quotidien, environnement, contexte social et dynamiques à l'œuvre, bref, d'éducation permanente, d'autre part, c'est tout le secteur culturel et social qui doit se remettre en cause et se remettre au travail, au-delà de la simple expression artistique. Et en cela, lutter profondément contre tous les radicalismes.